



Crise politique

La coalition des 14 ne croit plus au dialogue inter-togolais

Comme une traînée de poudre, l'annonce de nouvelles manifestations par la coalition des 14 partis politiques de l'opposition s'est rapidement répandue ces dernières 72 heures au sein de la population grâce aux réseaux ...

PAGE 3



TECH & NUMERIQUE



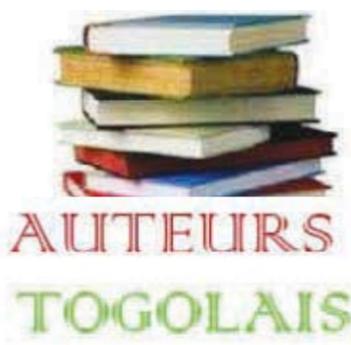
Banque mobile

L'appli Ecobank Mobile franchit le seuil des 4 millions d'utilisateurs en Afrique

La nouvelle version de l'appli mobile d'Ecobank a attiré 3 millions de nouveaux clients en l'espace de six mois seulement, portant le nombre d'utilisateurs à 4 millions.

PAGE 5

EDUCATION



Littérature togolaise

La problématique des auteurs togolais dans les programmes scolaires

En fin mars dernier, des acteurs des domaines de l'éducation et de la littérature ont organisé une table ronde à Lomé...

PAGE 10

Hadj 2018

2100 places pour le Togo

Le président de la Commission nationale du hadj (CNH), le ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales, Payadouwa Boukpepsi,...

PAGE 11



**Promotion de l'entrepreneuriat
Près de 5.000 emplois déjà créés grâce au Faiej**

Selon des chiffres rendus publics par le Fonds d'Appuis aux initiatives économiques des Jeunes (Faiej) près de 5 mille emplois ont été créés, grâce aux accompagnements que cette structure offre aux jeunes entrepreneurs togolais.

PAGE 2

EDITO

Priorité santé !

Le corps médical togolais, après plusieurs jours de remous, d'agitations, de confusions...est enfin doté d'un groupe de travail. Sensé prendre en compte les maux qui minent le secteur de la santé au Togo, il a été en effet mis sur pied hier par arrêté du Premier ministre. Il a pour mission de réfléchir et de proposer, d'ici au plus tard à fin avril 2018, des solutions aux points suivants : le statut particulier du cadre du personnel médical, paramédical et technique de la santé publique, le personnel du budget autonome...

PAGE 3

Sécurité routière

Halte aux feux tricolores à Lomé

Les feux tricolores sont des éléments de signalisation lumineux servant à réguler la circulation au niveau des intersections. En fonction de la couleur affichée, ils permettent ou non aux usagers de franchir ...

PAGES 6&7



	SOMMAIRE	Côte d'Ivoire Jeannot Kouadio, premier président du Sénat  <p>P 4</p>	Intelligence artificielle 3100 employés de Google en désaccord avec le « business de la guerre »  <p>P 5</p>	A l'institut français du Togo  <p>P 9</p>	Textile Wina Wax, le pagne wax révolutionné  <p>P 10</p>	Sécurité routière Posséder une moto suffit pour devenir « Zémidjan » à Lomé  <p>P 11</p>
---	-----------------	---	---	--	--	--

Promotion de l'entrepreneuriat

Près de 5.000 emplois déjà créés grâce au Faiej

Selon des chiffres rendus publics par le Fonds d'Appuis aux initiatives économiques des Jeunes (Faiej) près de 5 mille emplois ont été créés, grâce aux accompagnements que cette structure offre aux jeunes entrepreneurs togolais.

1.333 jeunes togolais dont deux cent soixante dix sept (277) femmes de diverses régions ont été soutenus par le Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (Faiej) et ont, à leur tour créé trois mille six cent treize (3.613) emplois, soit au total 4.946 emplois directs créés.

Initié par le Gouvernement de la République togolaise pour accompagner la réalisation de projets pertinents de jeunes dont l'âge est compris entre 18 et 35 ans, le Fonds

d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (Faiej) convaincu par ses résultats. Pour la majorité de ses bénéficiaires, il est « une réponse efficace à nos besoins non seulement en financement mais aussi et surtout en formation, suivi et les conditions très souples d'octroi des financements », confesse Ekué, jeune promoteur d'une exploitation de production végétale basé dans la préfecture du Bas Mono.

Comme Ekué, ils sont mille trois cent trente deux

(1.332) autres togolaises et togolais âgés de 18 à 35 ans dont les projets ont satisfait aux critères de sélection du Faiej qui les a appuyés pour un montant total estimé à deux milliards cent soixante millions cent dix huit mille quatre cent soixante dix sept (2.160.118.477) de francs CFA.

Ces bénéficiaires proviennent, de l'ensemble des régions du Togo et exercent dans différents domaines d'activités éligibles aux appuis du fonds que sont les



services, le commerce, l'agriculture notamment la transformation puis l'artisanat. Conformément aux principes du fonds, chacun des bénéficiaires, en plus d'avoir une formation préalable dans son domaine d'activité

reçoit par les soins du Faiej, des connaissances additionnelles et une formation initiale à l'entrepreneuriat afin de renforcer les facteurs de succès de son projet.

La rédaction

Kara / Artisanat

Lancement des JOP sur les métiers

Les journées portes ouvertes sur les métiers de l'artisanat dans la région de la Kara ont été lancées officiellement, le 28 mars 2018 à Kara, par le secrétaire général de la préfecture de la Kozah, N'Lowah Kokoutchè. Ces journées prévues du 28 au 30 mars, sont organisées par la Chambre Régionale des Métiers de la Kara (CRM Kara), avec l'appui technique et financier de la coopération allemande GIZ. Axée sur le thème « l'artisanat togolais au service du développement », cette activité a pour objectif de donner plus de visibilité au secteur de l'artisanat et de la Chambre des métiers de la région de la Kara. Il est aussi question de permettre à la population de découvrir les services offerts par Cette Chambre. Pour le président de la CRM, Nabo Koffi « L'artisanat est un secteur très diversifié où l'on peut dénombrer de centaines de métiers qui contribue à 20 % au PIB du pays, occupe 60 % des activités de base de la population et absorbe plus de 40 % de la jeunesse togolaise ».

Binah

Installation du bureau de l'USYCORT

Une délégation de l'Union du Syndicat des Conducteurs Routiers du Togo (USYCORT) section région de la Kara, conduite par son coordinateur Badja Kpatcha Hillaire a installé, le 31 mars 2018 les bureaux de la section cantonale de Kétau. Le bureau de l'USYCORT est présidé par Tchagnao Nouréni pour un mandat de 3 ans renouvelable une fois. Les membres des différents syndicats de l'Union des conducteurs ont été aussi installés. Avant de renvoyer les membres à leur fonction, un responsable syndical a souligné que l'officialisation de leurs bureaux va leur permettre d'agir en toute légalité dans la défense de l'intérêt de leurs membres conducteurs. Le spécialiste du code de la route, Houtondji Komlan a pour sa part exhorté les conducteurs à respecter le patrimoine routier, le code de la route, les syndicalistes, les Forces de l'ordre et de la sécurité et à être vigilants sur les routes.

Elavagnon

Bilan de la COOPEC

La Coopérative d'Épargne et de Crédit (COOPEC) d'Elavagnon a tenu le 30 mars 2018, son assemblée générale ordinaire 2017. Au cours des travaux, les coopérateurs ont adopté des procès-verbaux de l'assemblée générale exercice 2016, les rapports d'activités et financier puis renouvelé les membres du bureau exécutif. Pour le compte de l'année 2017, les fonds propres au 31 décembre 2016 ont augmenté de 20%. Les adhérents sont passés de 5878 membres en 2016 à 6415 au 31 décembre 2017.

Le représentant du directeur général de la FUCEC-Togo, Atakora Wiyao a prodigué des conseils aux membres de la coopérative et leur a demandé d'honorer leur engagement par rapport au crédit reçu. La COOPEC Elavagnon est membre du réseau FUCEC-Togo depuis 2002 et offre des produits, entre autres, l'épargne et le crédit ; l'assurance ; le transfert d'argent ; le système de collecte de fonds sur place ; le crédit-épargne avec éducation et les parts sociales d'investissements(PSI).

Lacs / Social

Assistance aux enfants vulnérables

L'association « Club Les Enfants d'Abord » (CEA), en partenariat avec des cadres, a fait don, le 2 avril 2018 à Fiata, à 15 km au nord-est d'Aného, de kits alimentaires et de jouets à plus de deux cent enfants démunis âgés de 2 à 14 ans.

Cette action humanitaire du CEA a été la résultante de l'engagement des jeunes de la localité à se mobiliser pour des opérations de salubrité publique ; ce qui a émerveillé l'association et a permis aux cadres locaux de s'organiser pour distribuer des cadeaux aux enfants nécessiteux.

La présidente du CEA, pasteur Adélaïde Lawson-Sissibli, a exhorté les parents à établir des actes de naissance à leurs enfants ou à leur faire des jugements supplétifs afin de les aider à aller loin dans leurs études. Elle a avoué sa disponibilité à être aux côtés des cadres du milieu pour aider les plus démunis dans le paiement de la scolarité et leurs substances si nécessaire.



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
 Edité par DIRECT MEDIA RCCM
 N° TG_LOM 2015 B 1045
 BP : 30117 Lomé - Togo
 Tél : (+228) 22 25 02 23 /
 90 15 39 77 / 97 87 12 42
 Facebook: togomatin
 E-mail : atogomatin@gmail.com
 Site web: www.togomatin.tg
 Tw: @togomatin1
 Mson de la Presse: Casier N° 53
 Siège
 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
 Motchosso Kodolakina
 Secrétaire de rédaction :
 Rachidou Zakari
 Responsable web:
 Carlos Amevor
 Comité de rédaction:
 Françoise Dasilva
 Freda Sefiamor
 Alexandre Wémima

Edem Dadzie
 Essoyodou Awih
 Responsable administrative:
 Gloria Léma Yagla
 Service commercial:
 DIRECT AGENCE
 Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00
 Graphiste:
 Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print
 Distribution : Togo Express
 Tirages : (2000 exemplaires)

Edito

...la bonification d'ancienneté, la nécessité de protéger des travailleurs de la santé. Il est composé des membres du gouvernement et de l'administration, notamment les ministres en charge de la fonction publique et de la santé, respectivement, Gilbert Bawara et Pr Moustafa Mijiyawa.

Le point 5 de l'arrêté, fait la part belle à l'épineuse question de l'équipement, de la réhabilitation et de la construction des formations sanitaires.

Enfin, un groupe de travail dans le secteur de la santé ! Le fait est

si important qu'il faut le marteler, car la paralysie qui a frappé le secteur, malgré toute la place de choix, toute la vitalité...qu'on lui connaît a fait trembler plus d'un, a fait hurler d'indignation, a fait couler des larmes...a fait perdre des vies humaines, même s'il n'est pas aisé de le dire.

L'homme de la rue dira de l'annonce de la mise sur pied de ce groupe de travail, « médecin après la mort ! ». Mais le philosophe, lui rétorquera : « Médecin tout de même ! ». Car il était en effet très important que ce médecin surgisse un beau jour, pour freiner l'hémorragie, pour arrêter l'hécatombe...face à un périlleux

bras de fer gouvernement et syndicat.

Nul ne peut nier le fait que les revendications des syndicats sont fondées. Le Pr Mijiyawa, le ministre en charge de ce portefeuille, dont la tête a été réclamée par les syndicalistes au cours des récentes grèves, en serait le premier à valider ces revendications étant du domaine lui-même.

Mais, il demeure aussi évident que les efforts déployés depuis des années pour améliorer la qualité des soins fournis dans les structures publiques de santé se sont buttés aux mauvaises pratiques qui sont monnaie

courante, sinon seconde nature dans les hôpitaux.

L'une des absurdités de ce secteur au Togo est que les centres de santé les plus budgétivores pour l'État, sont ceux qui produisent moins. Et inversement. Il y a alors une plaie béante, qu'il faut de toute évidence suivre de près pour réussir son pansement.

Le gouvernement a opté pour la contractualisation des hôpitaux publics avec pour objectif de renforcer dans une première étape, la gestion rationnelle et efficiente des ressources et de mener après évaluation un passage à l'échelle supérieure

c'est-à-dire l'extension à d'autres structures si cette nouvelle approche s'avère concluante.

Mais ce projet novateur rencontre bien de difficultés et nous espérons que le groupe de travail désormais en place saura proposer la panacée idoine à la contractualisation, car dans sa finalité, c'est projet noble qui veut contribuer à l'amélioration de la santé de la population ciblée par ces hôpitaux en améliorant la performance des services médicaux de ces hôpitaux en mettant en place une gestion hospitalière efficace.

Dieudonné Korolakina

Crise politique

La coalition des 14 ne croit plus au dialogue inter-togolais

Comme une traînée de poudre, l'annonce de nouvelles manifestations par la coalition des 14 partis politiques de l'opposition s'est rapidement répandue ces dernières 72 heures au sein de la population grâce aux réseaux sociaux et aux médias classiques. Du côté de la population qui ne s'est pas encore remise des conséquences des manifestations passées, c'est l'inquiétude.



J.P. Fabre

T. Atchadam

Adjamagbo J.

Par une correspondance datée du 3 avril 2018, la coalition informe le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des

Collectivités locales qu'elle organise les mercredi 11, jeudi 12 et samedi 14 avril 2018, à partir de 8 heures des manifestations pacifiques et publiques sur toute l'étendue du territoire national. Elle dit exiger le rétablissement de la Constitution originelle du 14 octobre 1992, la révision du cadre électoral et l'instauration du droit de vote des Togolais de l'étranger; l'accomplissement du reste des mesures d'apaisement et de confiance.

Est-ce le signe que la coalition ne croit plus à l'aboutissement du dialogue en cours et aux initiatives du médiateur ghanéen Nana Akufo-Addo ? Selon Nathanaël Olympio, président par intérim du Parti des Togolais, membre de la coalition, ce dialogue

devient un espace pour duper l'opposition et gagner du temps. « Nous avons été assez patients, nous avons fait preuve d'égards envers le facilitateur, mais si nous n'avons rien de concret, nous retournons à la rue », a-t-il précisé.

En ce qui concerne la plateforme de la coalition, M. Olympio affirme à la suite de Tikpi Atchadam, président du Parti national panafricain (PNP), qu'elle n'a pas du tout changé. « La coalition n'arien abandonné, il s'agit uniquement d'une clarification », dit-il. Pour lui, le dialogue a besoin d'être accompagné par la pression de la rue. « Aujourd'hui, nous pensons que nous avons le droit, de la même façon que nous avons librement accepté leur suspension, de reprendre les

manifestations », a ajouté Nathanaël Olympio.

Au regard de ces déclarations, on sent réellement la volonté de l'opposition poussée par certains de ses militants et des membres de la diaspora de renouer avec la rue. Mais on est aussi en droit de s'interroger sur la bonne tenue de ces manifestations, si elles avaient vraiment lieu, étant donné qu'un engagement a été déjà pris de ne pas en faire tant que les pourparlers se poursuivent entre le pouvoir et l'opposition. Le dialogue étant menacé de partir en lambeaux, les deux parties et la médiation sont aujourd'hui devant le tribunal de l'histoire qui ne manquera pas de les rétribuer si les lignes ne bougent pas.

Edem Dadzie

Eventuel retour de la C14 dans les rues

Le dialogue reste la voie privilégiée selon le président de la Délégation spéciale de Lomé, Fogan Adegnon

Elle devrait suspendre toutes les manifestations publiques en période de dialogue, mais le regroupement des 14 partis de l'opposition compte s'appuyer désormais sur sa branche manifestante en vue de faire pression sur le gouvernement et les émissaires ghanéens. En collaboration avec le Front citoyen Togo Debout, la coalition convie de nouveau ses partisans dans les rues la semaine prochaine. Une attitude que n'apprécient guère le président de la Délégation spéciale de la commune de Lomé et le ministère de l'Administration territoriale.

Malgré l'existence d'un règlement intérieur qui régit le dialogue inter-togolais et contraint les partis de l'opposition à surseoir à tout projet de manifestations, un communiqué signé des 14 membres de la coalition convie les militants de l'opposition à descendre dans les rues de Lomé et des autres villes et villages du Togo au cours de la semaine prochaine. Dans la même lignée, le mouvement de la société civile Togo Debout planifie des rencontres d'échanges avec les adeptes du retour de la Constitution de 1992 dans sa version

d'origine. Demain 07 avril, le Front citoyen Togo Debout organise un meeting d'informations dans la ville de Lomé. Huit jours plus tard, la coordination dudit mouvement compte être dans les rues de la capitale pour une marche à travers laquelle il sera demandé au parti présidentiel de surseoir au processus électoral. Pour les meneurs de Togo Debout, la plateforme revendicative de la coalition derrière laquelle ils s'alignent inconditionnellement est limpide et exempte de tout point à même de toucher la sensibilité d'un bord.

Le calendrier retenu par le mouvement semble n'être pas l'effet du hasard. Dans un communiqué daté de mardi dernier, la coordination de la coalition des 14 partis appelle une nouvelle fois, l'ensemble de ses supporteurs de Cinkassé à Aného en passant par Kara, Bafilo et Sokodé à descendre dans les rues. Les différentes sorties médiatiques du mouvement citoyen Togo Debout, ces derniers jours, tendent alors à préparer les esprits pour les jours à venir.

Mais du côté du pouvoir, le jeu a été détecté par

le ministère en charge l'Administration territoriale ainsi que les premiers responsables de la commune de Lomé. Pour les garants de la bonne marche de la République, les discussions qui sont initiées par le président ghanéen Nana Akufo-Addo ne devraient pas être perturbées par des agitations d'une marge sombre d'une des parties prenantes aux pourparlers. Ainsi, pour le ministre Payadowa Boukpepsi, soutenu par le président de la Délégation spéciale de la Commune de Lomé, le dialogue est la voie privilégiée en cette phase

délicate des tensions politiques qui durent près de sept mois aujourd'hui.

Comme pour s'en délier, les responsables du mouvement Togo Debout avancent que le présent dialogue politique ne peut avoir une primauté sur les textes constitutionnels qui disposent de la liberté d'organiser des manifestations. Pour ceux-ci, n'étant pas partie prenante aux pourparlers, le règlement intérieur du dialogue ne peut ainsi s'appliquer à eux.

Awih Essoyodou

France-Afrique/ Aide au développement

6 milliards d'euros supplémentaires d'aide d'ici à 2022

En France, l'Aide publique au développement (APD) va augmenter jusqu'en 2022. Selon les annonces de l'Élysée et du gouvernement, elle devrait passer de 0,38% à 0,55% du PIB en quatre ans, soit une augmentation de six milliards d'euros. Cette aide française a fait l'objet d'un débat mercredi 4 avril à l'Assemblée nationale et l'opposition ne s'est pas privée d'émettre quelques critiques face à la stratégie gouvernementale.



L'aide au développement

« Transparence », le mot est revenu tel un leitmotiv dans le débat. Nombre de députés ont pointé du doigt la difficulté que recouvre l'Aide publique au développement en raison, selon un parlementaire, de son architecture budgétaire particulièrement complexe.

Droite et gauche ont ensuite mis en avant leur proposition. Une élue des Républicains a ainsi lancé l'idée de ne verser l'aide qu'aux pays qui luttent actuellement contre le terrorisme. Réponse du secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, Jean-Baptiste Lemoyne : « Quand on regarde au niveau du Sahel, par exemple les efforts consentis, il y a véritablement une volonté très forte et je salue l'action de ces gouvernements impliqués dans le G5-Sahel [Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad] pour opérationnaliser une force. Donc nul besoin que de leur mettre de la conditionnalité, les dirigeants de ces pays prennent vraiment leurs responsabilités très à cœur de ce point de vue là ». Les députés de gauche ont eux insisté sur l'aspect financier, critiquant la faible augmentation de l'aide pour 2018 et regrettant les choix budgétaires de l'Exécutif, à l'image de l'élue communiste, Fabien Roussel : « La volonté affichée par le président de la République à trébucher dès la première loi de finances de ce quinquennat, notamment en refusant d'élargir la taxe sur les transactions financières, ce qui aurait pu rapporter chaque année plus de 2 milliards d'euros ».

Cette taxe, le président en a fait un cheval de bataille pour quelle soit étendue au niveau européen, s'est défendu Jean-Baptiste Lemoyne, le secrétaire d'Etat qui n'a pas pour autant précisé la façon dont l'augmentation de l'aide française serait financée d'ici à 2022.

La rédaction avec Rfi.fr

Sierra-Léone

Maada Bio élu président de la République

Après des jours de recomptages et de tergiversations, la commission chargée des élections annonce enfin les résultats tant attendus. Maada Bio, général à la retraite, principal opposant, remporte finalement ce deuxième tour fait de suspense et de rebondissements avec environ 52% des suffrages exprimés.

A 53 ans, l'ancien militaire putschiste se fait rattraper par un destin qu'il a apparemment évité dans le passé. En avril 1992, avec quelques jeunes officiers, il participe au renversement, sans un coup de feu, de Joseph Saidu Momoh. En janvier 1996, Julius Bio, alors vice-président chasse du pouvoir son frère d'armes lors d'un coup d'Etat qualifié de « démocratique » et rend le pouvoir, après la présidentielle organisée en mars, à un ancien fonctionnaire des Nations unies, Ahmad Tejan Kabbah.

A deux reprises, Maada Bio avait l'occasion de prendre le pouvoir pour avoir été l'artisan d'une alternance « forcée ». Mais sa patience et son abnégation l'amèneront à choisir la voie de la raison. En intégrant en 2005 le Parti du peuple de Sierra Leone (SLPP), l'ancien putschiste revenu des Etats-Unis espérait désormais faire face à

son destin, maintenant qu'il est nanti d'un diplôme en Relations internationales. Il tombe malheureusement face à Ernest Bai Koroma, le président sortant, au cours de la présidentielle de 2012 où il ne recueille que 37% des voix.

En milieu de soirée de ce 4 avril 2018, l'apparition du président de la Commission électorale de la Sierra Leone a mis définitivement fin au suspense qui n'a que trop duré. 51,81% de voix engrangées au cours de ce deuxième tour, dans un scrutin où la participation a effleuré les 82%. Un écart considérable qui dépasse les 15 000 voix d'écart du 1er tour du 7 mars dernier.

Evidemment, le dauphin choisi par le parti au pouvoir compte contester officiellement les résultats de ce scrutin salué unanimement par les observateurs internationaux. Se servant de la télévision nationale, Samura Kamara s'est exprimé à travers un

communiqué lu tard dans la nuit du 4 avril. Pour lui, en effet, « Les résultats « ne reflètent pas les nombreuses inquiétudes de son parti concernant des bourrages d'urnes massifs, des votes surnuméraires et d'autres irrégularités ». Il a promis de prendre « les actions judiciaires pour les corriger ».

Voilà qui confirmerait la vitalité de la démocratie naissante dans ce petit pays d'Afrique de l'Ouest ravagé par des années de guerre civile. Seulement, la contestation des résultats, qui n'a souvent pas abouti à un renversement des premiers résultats proclamés par l'instance en charge des élections, n'est du reste qu'une perte de temps inutile et Kamara devrait se résigner et laisser Bio s'attaquer le plus rapidement possible aux vastes chantiers qui attendent pour le développement du pays.

Alexandre Wémima

Côte d'Ivoire

Jeannot Kouadio, premier président du Sénat

Ayant raflé la majorité des sièges en lice au cours des sénatoriales de la semaine dernière, la coalition RHDP vient d'élire son 1er président à la tête de la toute nouvelle institution issue de la nouvelle Constitution ivoirienne. Jeannot Ahoussou-Kouadio est porté à la tête du Sénat ivoirien à la majorité écrasante ce jeudi 5 avril 2018 à Yamoussoukro.

Serait-ce un accord secret entre les deux présidents, Ouattara et Bédié, en profonde dissension sur l'unification de leur parti pour la prochaine présidentielle de 2020 ?

De toute évidence, il s'agit d'un retour d'ascenseur fait pour le PDCI qui depuis quelques mois, commence par vouloir s'affirmer pour les prochaines échéances. A la tête de l'Assemblée nationale, il y a un cadre du RDR. Et c'est évident qu'un cadre PDCI soit au perchoir du Sénat. Et bientôt, le PDCI

attend du RDR qu'il fasse bloc autour du candidat que va présenter son parti.

Au terme d'une séance de plus de 2 heures, l'on s'attendait à un candidat issu de cette coalition RHDP. Jeannot Ahoussou-Kouadio est actuellement ministre PDCI chargé du dialogue politique et des relations avec les institutions. Premier ministre en 2012, ministre de la Justice puis ministre d'Etat, Jeannot Kouadio serait l'homme désigné pour assurer l'équilibre entre les deux partis. A coup sûr, la nomination des 33 derniers

sénateurs, qui reste à la discrétion du chef de l'Etat, suivra assurément cette logique d'équilibre entre les deux partis. Une situation qui amène à questionner la portée juridique et le fondement démocratique d'une telle pratique dans un Etat.

Après le boycott du scrutin par l'opposition, le Sénat ouvrira officiellement sa première session dans une semaine, le 12 avril 2018 prochain, en présence du président Alassane Ouattara.

Alexandre Wémima

Banque mobile

L'appli Ecobank Mobile franchit le seuil des 4 millions d'utilisateurs en Afrique

La nouvelle version de l'appli mobile d'Ecobank a attiré 3 millions de nouveaux clients en l'espace de six mois seulement, portant le nombre d'utilisateurs à 4 millions.

L'appli tire profit des fonctions qui ont valu à la première version d'être considérée comme révolutionnaire pour les services bancaires africains en raison de son utilisation de la technologie numérique pour surmonter de nombreux obstacles à l'inclusion financière auxquels sont confrontés les Africains. Parmi ces obstacles figurent le faible nombre d'agences dans les zones rurales, le coût des produits, les frais élevés sur les transactions et le dépôt minimum à l'ouverture d'un compte.

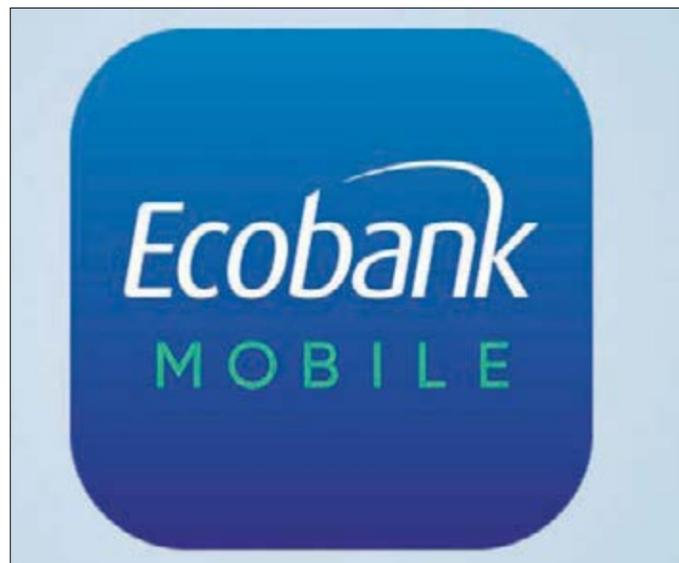
Ade Ayeyemi, Directeur Général du Groupe Ecobank, explique que la mission stratégique d'Ecobank est axée sur l'utilisation de la banque mobile pour proposer

des services novateurs, efficaces et à moindre coût à ceux qui étaient exclus de l'économie formelle, et va donc bien au-delà de l'offre des agences classiques et des réseaux de GAB. Alors que l'appli a atteint le chiffre d'un million de clients dans l'année de son lancement, elle a vu son taux de téléchargement tripler en l'espace de six mois, après avoir amélioré les fonctions proposées. Jusqu'ici cette année, le nombre de clients augmente de 700 000 par mois en moyenne.

« Les clients peuvent utiliser l'appli sur leur mobile pour ouvrir en un instant un compte Ecobank Xpress Account™, sans frais de tenue de compte, sans formulaire à remplir et

sans solde minimum ou pour envoyer et recevoir de l'argent à travers 33 pays africains », détaille-t-il. « Ainsi, non seulement notre appli supprime les obstacles qui ont longtemps exclu tant d'Africains sur le plan financier mais aussi elle offre des fonctions innovantes qui leur permettent d'envoyer de l'argent, effectuer des retraits ou réaliser des paiements. »

Patrick Akinwuntan, Administrateur Exécutif Groupe, Consumer Banking, à Ecobank, précise qu'Ecobank veut donner à tous les Africains l'accès aux services financiers, mais en alliant aux services proposés des canaux bancaires pratiques, accessibles et efficaces, comme les Points Ecobank Xpress™.



« Nous voulons être la banque numérique de choix pour tous les Africains », souligne-t-il. « Proposer des services est une chose ; donner à nos clients une souplesse inégalée en est une autre. Les Points Ecobank Xpress™ que l'on trouve à présent dans les quartiers vous permettent de déposer de l'argent sur votre compte Ecobank Xpress Account™ sur votre appli et de

réaliser des paiements numériques depuis l'appli en utilisant Ecobankpay. Vous pouvez également retirer des fonds en monnaie locale que des proches pourraient vous avoir envoyés à l'aide de notre service de transfert immédiat novateur ou de Xpress Cash». L'appli Ecobank Mobile peut être téléchargée sur Google Play Store ou Apple Store.

www.alwihdainfo.com

Intelligence artificielle

3100 employés de Google en désaccord avec le « business de la guerre »

Dévoilée en mars dernier par la presse américaine, l'existence d'un partenariat entre le géant Google et le ministère américain de la Défense produit des effets jusqu'à ce jour. Un accord que Google admet entretenir avec le Pentagone. Hier jeudi 04 avril, plus de trois mille employés de l'entreprise ont, dans une lettre ouverte demandé qu'un terme soit mis au partenariat.

« Rendre rapidement intelligible l'énorme volume de données accessibles au ministère de la Défense », tel est l'objectif du département de la Défense américain à travers le projet Maven dont la phase d'exécution a démarré il y a une année. Le mois dernier, Google approuvait par média interposé qu'elle met à la disposition de la défense des Etats-Unis, certaines technologies d'intelligence artificielle.

Pour l'entreprise californienne des services, il s'agissait de fournir au Pentagone, des accès à son logiciel TensorFlow,

un outil open source d'apprentissage automatique qu'elle a développé. A terme, le partenariat devrait permettre « d'aider à analyser des images de drones à des fins de renseignement ». Par l'entremise de ce programme, le ministère de la Défense américain est suffisamment doté en moyens à même de lui permettre d'identifier automatiquement des bâtiments, des photos ou encore des personnes apparaissant sur des images, photos et vidéos.

N'étant pas convaincus par les explications de la direction générale de l'entreprise, les employés, auteurs de

la note demandent au PDG de la firme de la Silicon Valey d'« annuler immédiatement » cet accord avec le Pentagone.

« Nous estimons que Google ne devrait pas être impliqué dans le business de la guerre. C'est pourquoi nous demandons que le projet Maven soit annulé, et que Google dessine, publie et mette en place une politique claire, qui précise que ni elle ni ses partenaires ne fabriqueront jamais de technologie de combat », affirment ces employés.

Pour ces derniers, le partenariat aurait causé des dommages irréparables à la marque Google. Ils poursuivre



Le siège de Google

que « l'argument selon lequel d'autres entreprises comme Microsoft et Amazon participent également (à cet accord) ne rend pas l'opération moins risquée pour Google. Nous ne pouvons pas nous dédouaner de la responsabilité de nos technologies et la laisser peser sur les tiers ».

Depuis près d'une décennie maintenant, les liens entre Google et le ministère américain

de la Défense existaient à travers l'achat par celle-là de plusieurs entreprises spécialisées dans la robotique. L'ancien président du Groupe duquel est issu Google siège d'ailleurs dans un comité du ministère de la Défense consacré à l'innovation aux Etats-Unis. Ces faits démontrent le degré d'inter-coopération entre les deux entités américaines.

Awih Essoyodou

Sécurité routière

Halte aux feux tricolores à Lomé

Les feux tricolores sont des éléments de signalisation lumineux servant à réguler la circulation au niveau des intersections. En fonction de la couleur affichée, ils permettent ou non aux usagers de franchir une intersection. La défaillance de ces feux entraîne des situations qui retardent des passants mais aussi met parfois en danger la vie des usagers. Cette situation tend à devenir un souci à Lomé où les feux de signalisation tombent en panne. Que faut-il faire pour remédier à cette situation ? Quelle est l'importance des feux tricolores sur les voies ? TogoMatin vous propose un éclairage sur le sujet et les mesures idoines à prendre pour préserver les vies humaines.

Feux tricolores

Défaillances et risques d'accidents à Lomé ?



Des feux tricolores

Le respect des feux tricolores semble ne plus avoir d'importance à Lomé. A plusieurs endroits à Lomé, ces feux sont en panne et ne jouent plus leur rôle de régulation de la circulation.

La circulation sur certaines routes à Lomé est beaucoup perturbée depuis plusieurs jours par dysfonctionnement voire une panne totale des feux de signalisation.

Ce constat peut se vérifier sur certaines routes de Lomé comme celles des quartiers Agbalépédo Cacaveli et Agoè aux heures de pointe où la circulation est beaucoup paralysée.

A l'origine de ces embouteillages avec souvent des risques d'accidents, les feux tricolores qui ne fonctionnent plus sur la route d'Agbalépédo et ses environs depuis plus d'un mois. La même situation avec des feux tricolores défectueux se présente sur les routes de Anomé, Adidoadin et à proximité de l'hôtel St Manick. En dehors de ce problème,

force est de reconnaître que les anomalies sur les feux tricolores « éteints » engendrent des accidents. Il arrive que certains usagers s'insultent quand ils évitent des accidents et en viennent parfois aux mains.

Comme une conséquence découlant de ces feux de signalisation en panne, un accident s'est produit en mi-mars dernier. Une voiture a violemment heurté une moto au carrefour Fan Milk à Agbalépédo, lieu où exactement les feux tricolores ne fonctionnent pas. Selon un témoin qui a relaté les faits «La voiture venait de Totsi tandis que la moto partait vers Agoè. Les deux se sont heurtées car chaque conducteur voulait aller vite sans attendre. Je crois qu'ils ne se sont pas vus».

Au regard de ces défaillances, il est inadmissible qu'on puisse laisser des feux tricolores en dysfonctionnement pendant une si longue période alors

qu'il se crée des risques d'accidents presque chaque jour.

Avis des certains usagers sur les feux tricolores en panne Les feux tricolores en panne ne manquent pas de susciter des réactions de certaines personnes qui souhaitent comprendre ce qui se passe concrètement sur nos routes. A ce sujet, Homga, un cadre d'une société de la place a déclaré que «J'ai été personnellement ravi de voir nos routes et surtout les grands carrefours disposer de feux tricolores qui aident règlementent la circulation. Mais il est regrettable de constater que ces diapositifs servant de régulateurs de la circulation tombent et que personne ne s'en occupe». Pour sa part, Agoro, un conducteur de taxi-moto a fait savoir que «certaines personnes causent des

accidents pour avoir violé des feux tricolores. Maintenant qu'il n'y a plus de feu tricolore sur la toute, vous devriez comprendre ainsi que le nombre d'accidents s'accroît et ce n'est pas bien pour le pays ».

Afin de mieux réguler la circulation et permettre aux usagers de se déplacer sans peur ni crainte, il est urgent que les autorités en charge de la circulation routière ou celles qui s'occupent de la gestion de nos communes puissent réparer les feux tricolores en panne. En attendant, il est urgent que des agents de la police soient dépêchés sur les routes où les feux tricolores sont défaillants afin d'aider à régulariser la circulation pour le bonheur et le salut des usagers.

TM

Prévention routière

Appel du MMLK au respect des feux tricolores



Accident de circulation entre une voiture et une moto

Face au phénomène de violations récurrentes des feux tricolores à l'aube à Lomé, le Mouvement

Martin Luther King (MMLK) du pasteur Edoh Komi a lancé un appel aux autorités pour rectifier le tir.

Dans un communiqué rendu public, ce mouvement de la société civile togolaise dit avoir constaté «tristement que les Loméens et les Loméennes ne respectent plus les feux tricolores surtout dès l'aube entre 4h30 et 6h».

En poursuivant son observation, le MMLK a ajouté que lorsque «la circulation n'est pas saturée et donc pas d'embouteillage, ils (Loméens) se croient permis de rouler contrairement aux règles routières et du coup ils créent l'insécurité qui débouche sur des accidents avec son cortège de conséquences dramatiques».

Face à cette situation

de désolation et source d'insécurité sur les routes surtout à de pareilles heures précitées que le MMLK appelle à «rétablir la sécurité routière en mettant en place un dispositif de régulation matinale sur nos routes très tôt le matin (4h et 6h). Car, à ce moment, presque tous les usagers notamment les motocyclistes et les automobilistes violent de manière flagrante les feux tricolores». Dans la même optique, le mouvement propose qu'une punition soit prévue pour les contrevenants de sorte à dissuader les autres qui seraient tentés de bafouer le code de la route.

TM



Un homme faisant traverser la route aux élèves

Circulation routière Ce qu'il faut savoir sur les feux tricolores

Qui est concerné par les feux tricolores ?



Des piétons traversant la route à côté d'un feu tricolor

Tous les usagers de la route à vélo, à moto ou en voiture, sont concernés par le feu tricolore. Toutefois, selon le code de la route, certains véhicules ont été identifiés comme étant des véhicules prioritaires. Il s'agit des véhicules des sapeurs-pompiers, de la Police et de la Gendarmerie, lorsqu'ils se

déplacent pour des services d'urgences. Auquel cas ils mettent en marche leur gyrophare et/ou leur sirène. Contrairement à la croyance populaire, l'ambulance n'est pas un véhicule prioritaire, selon les spécialistes. En plus, un cortège n'est considéré comme prioritaire que lorsqu'il est précédé par

la Police ou la Gendarmerie.

Ainsi, les cortèges funèbres et les cortèges de mariage ne sont pas prioritaires et c'est tout simplement par sociabilité et par courtoisie que les usagers de la route donnent la priorité à l'ambulance et aux cortèges funèbres et autres. On se dit que lorsqu'il y a une ambulance, c'est qu'il y a un malade à l'intérieur et que celui-ci a besoin de soins d'urgence. La priorité au cortège funèbre est due au respect accordé aux morts dans notre société.

Comment doit-on s'arrêter au feu ?

Généralement à chaque intersection où il y a un feu tricolore, il y a une signalisation horizontale qui est matérialisée sur la chaussée à la position du feu. Ce marquage peut être un passage pour les piétons ou des bandes d'arrêt matérialisées sur la chaussée par une ligne continue en blanc juste à la position du feu.

Le «couloir du piéton», encore appelé «passage clouté», est un passage inviolable. Il est formellement interdit de stationner ou même de s'arrêter sur ce passage réservé aux piétons à l'arrêt au feu tricolore. Quant à la ligne continue à la position du feu, elle est une bande d'arrêt «stop». Et même si le feu tricolore ne marche pas, l'utilisateur de la route marque l'arrêt à dix mètres au moins

de la bande. C'est la règle de la priorité à droite qui est appliquée à l'intersection. En somme, l'arrêt au feu tricolore se fait à dix mètres au moins de la position du feu pour tous les usagers de la route.

Quand faut-il s'arrêter ?

Le feu rouge signifie obligation de s'arrêter. Il est comparable à un mur infranchissable et quiconque « brûle » un feu rouge est considéré comme un criminel ou quelqu'un qui veut se donner la mort. Lorsque le feu est au vert, les automobilistes et les motocyclistes ont la priorité de passer mais la prudence est toujours de rigueur. Et quand le feu est orange, le code de la route recommande à l'utilisateur de prendre les dispositions pour s'arrêter, car le feu orange est un feu de transition. C'est pour éviter un arrêt brusque au feu rouge que le feu orange prévient l'utilisateur de ralentir pour marquer l'arrêt au feu rouge. Contrairement à ce que font les usagers, «le feu orange ne signifie pas qu'il faut accélérer pour passer». Formellement, lorsque le feu est orange, l'utilisateur de la route doit observer un arrêt.

Le respect strict du feu tricolore par les usagers devrait aider à réduire considérablement le nombre d'accidents de la circulation qui, chaque année, font 1,3 million de victimes dans le monde dont 90% dans les pays en développement.

Extrait Rtb.bf

Pharmacies de garde de Lomé du 03 au 09 /04/ 2018

JEANNE d'ARC	Près de Marox	22 22 08 01
SANTE	NOPATO	22 21 58 41
OCEANE	Rue OCAM	22 22 62 77
ECLAIR	Bè Ahligo	22 22 75 11
AMESSIAME	BE	22 21 49 74
ADJOLOLO	58, Rue Franz j.S.	22 21 05 13
AMITIE	SOTED	22 21 74 47
St KISITO	Bd Kara	22 21 99 63
HÔPITAL	Face CHU-Tokoin	22 20 08 08
PROVIDENCE	Bd. Jean Paul II	22 26 66 48
PAIX	Rce du Benin	22 26 40 91
HEDZRANAWÉ	HEDZRANAWÉ	22 26 49 61
NOTRE DAME	Hedzranawoe	22 42 74 04
KOUESSAN	Keguè	23 20 04 57
INTERNATIONALE	Hedzranawoe	22 26 89 94
FIDELIA	Bè-Kpota	22 71 95 95
SARAH	Adakpamé	22 27 09 25
CITE	Bd. 30 Août	22 25 01 25
BESDA	Adidogomé	22 51 05 29
EPIPHANIA	ADIDOGOME	23 20 10 52
CONSEIL	Sagbado Logote	23 21 56 53
JAHNAP	Djidjolé-Gakli	22 51 22 86
SOLIDARITE	Avédji	22 50 37 07
ENOULI	Agbalepedogan	22 25 90 68
ORCHIDEE	LLEO 2000	22 47 42 87
APOLLON	Avédji	22 31 01 07
St ESPRIT	Agoè-Nyivé	22 40 29 06
St MICHEL	Agoenyivé	22 51 70 22
EXCELLENCE	Agoe Demakpoè	22 51 77 87
MAINA	Agoé Assiyéyé	22 33 65 34
TCHEP'SON	Togblékopé	22 42 94 41
La FLAMME D'AMOUR	Agodeke	22 45 70 14
LE DESTIN	Baguida	22 41 15 41

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
 EMSTOGO (Tél: 22 26 70 51)
 FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR THIERRY CASTANET ; Tél: 90 97 15 15
 DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
 Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30
 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél: 90 04 76 60
 GYM FIL «O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél: 22 35 18 28
 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél: 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)
 Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel Communication, Location d'espaces Conseils, Wedding Planner et Décoration
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers
 AG Partners: Sise à Cassablanca
 www.couleurafrique.com

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
 LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
 MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
 PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 COURS DE ZOOMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

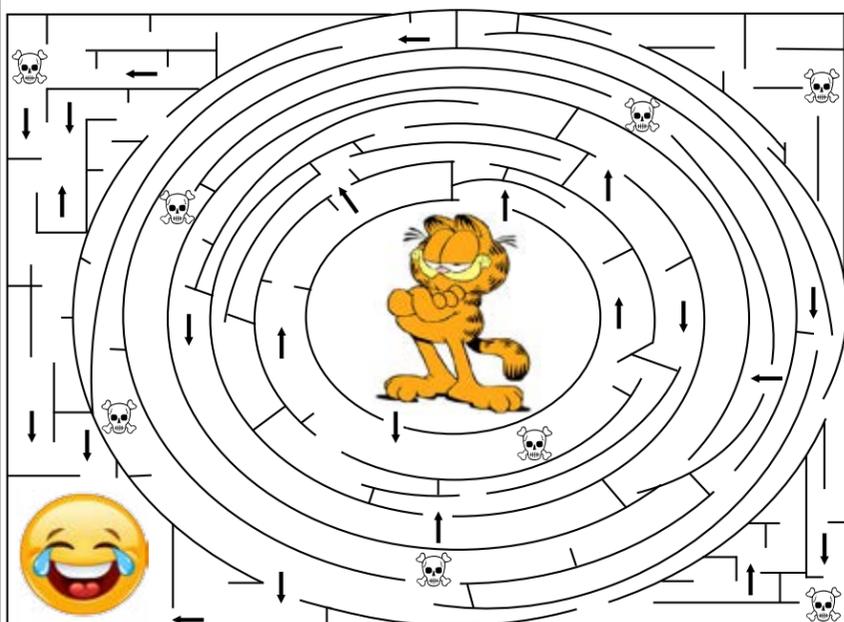
AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél: 22 40 04 99

Quelques règles qui peuvent conduire à la perfection

1. Ne fais pas que réclamer tes droits, mais plutôt fais tes devoirs avec dévouement et bonne humeur;
2. Apprends à dire non avec courtoisie et aisance, si tu n'es pas capable ou ne souhaite pas faire une chose;
3. N'oublie pas de dire « s'il te plait » et « merci » quand tu parles aux autres;
4. Contente toi de ce que tu as, et ne montre pas tes faiblesses, en pleurnichant devant les gens, pour ce que tu n'as pas;
5. Vis le moment présent et fais une seule chose à la fois, correctement et sérieusement;

Aidez la poupée à rejoindre son conjoint sans emprunter les voies des démons ().



Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?
 Plus de soucis, contactez:
Africa Translate Consulting.
 Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
 E-mail: dhoglonou@africatranslate.com



Photo du jour



Donnez une légende à cette photo

A l'Institut Français du Togo



06 AVRIL / 18H30 | SCENE DE L'IFT | LIBRE ET GRATUIT - LOME A l'école du palais (Invitation)

Un groupe composé de conteurs, de chanteurs, de slameurs, d'humoristes, de comédiens etc... raconte l'histoire d'un royaume qui, après avoir vécu sous le point d'un conflit sans tête ni queue, décida de faire la paix. La reine convoqua tous les clans de son royaume et les différents chefs de clan prirent la parole, question d'apporter...



7 AVR. / 30 AVR. - LOME LE LIVRE DU MOIS : LE POUVOIR DES PLANTES

de James A. Duke (1929-2017) La médecine par les plantes est la première médecine connue. La plupart des molécules utilisées dans les médicaments aujourd'hui sont encore ; d'origine végétale. Quelles sont les propriétés thérapeutiques des plantes ? Voici un ouvrage très complet qui répond à toutes ces questions et qui traite de 150 affections courantes que...



7 AVR. / 19H00 | 2000 & 5000 FCFA | SCENE DE L'IFT - LOME LES ASSISES DU STAND-UP

L'Agence REIYEL COM & EVENTS organise ce 7 Avril 2018 à l'Institut Français du Togo les premières « LES ASSISES DU STAND-UP », un concept événementiel visant à promouvoir non seulement les arts de la scène, mais aussi réunir la population togolaise et africaine autour des valeurs de citoyenneté active tout en les divertissant. En...

Lire

« **L'arbre des possible** » de Bernard Werber. Ed Albin Michel. 2002 Pp 272-274

« ...Les demi-mesures, c'est pour les demi-dieux. Ne pas perdre de vue l'objectif : construire un monde parfait. Il faut entretenir une ambition déontologique, philosophique, artistique. Être le meilleur. Donner un exemple aux générations suivantes de dieux. Néanmoins, ne Pas prendre Son travail trop au sérieux. C'est peut-être là le plus difficile. Rester modeste, garder le sens de l'humour, conserver du recul par rapport à son œuvre.

Chaque jour, dans mon école de jeunes dieux, je me perfectionnais. Au début je voulais, par exemple, me débrouiller pour que mon monde soit le plus démocratique Possible. Ce fut une erreur. Il y a une phase de despotisme indispensable, souvent pendant les mille premières années. L'expérience « César » le prouve. Avant Jules César, les Romains vivaient sous un régime républicain. Dès lors, les Romains se dotèrent d'empereurs encore plus tyranniques que les rois voisins. La démocratie est un luxe de peuple avancé. Il faut choisir l'instant idéal pour accomplir sa

révolution démocratique. C'est comme un soufflé: trop tôt ou trop tard, et tout s'effondre, c'est la catastrophe. Autre évidence que j'ai apprise durant mes cours de divinité: on ne peut pas se maintenir par la guerre. Autant, c'est vrai, on a intérêt, au début, à ce que son peuple soit bien protégé derrière d'épaisses murailles et ne fasse aucune concession aux éventuels envahisseurs, autant on doit réviser cette politique dès la deux millième année. En effet, si on place toute son énergie dans la guerre - qu'elle soit défensive ou offensive, on constate qu'on ne peut plus

développer correctement l'agriculture, la culture, l'industrie, le commerce, l'éducation et donc la recherche. Si bien que l'on finit par être détruit de toute manière par des peuples Possédant des armes de technologie plus avancées.

La guerre est un premier moyen de prise de pouvoir, mais il importe de conclure au plus tôt la paix avec les voisins; on y gagne en développant le commerce et les échanges culturels et scientifiques. Oui, simplement, en jouant, je me suis aperçu que la guerre n'était pas une solution. D'ailleurs, dans le premier «monde-référence »,

toutes les civilisations guerrières Ont disparu: Hittites, Babyloniens, Mésopotamiens, Perses, Égyptiens, Grecs, Romains. Ce fut Une grande leçon: l'avenir n'appartient pas aux royaumes conquérants. Ils ne dépendent bien souvent que d'un seul meneur : dès qu'il meurt, l'élan fléchit. Dans la cour de récréation, entre jeunes dieux, nous discutons souvent. Parmi les dieux que je fréquente, il y a bien évidemment Wotan, avec lequel je suis finalement devenu ami, Quetzalcóatl, le serpent à plumes, et Huring-Wuuti, un dieu hopi amérindien. Ça, c'est ma bande... »

Textile

Wina Wax, le pagne wax révolutionné

Le Wina Wax est une marque spécialisée dans le tissu pagne, communément appelé «Wax». La Togolaise, Marlène Adanlété-Djondo, la directrice commerciale de ce label s'impose sur le marché en digne héritière des Nana Benz.



Marlène Adanlété-Djondo

Après l'obtention d'un master en droit social en France, Marlène Adanlété-Djondo pose ses valises à Lomé. Une fois de retour sur sa terre natale, elle a rejoint Glory of God, l'entreprise familiale. L'entreprise est spécialisée dans la vente de l'import-export de

pagnes. En 2013, Marlène a créé Wina Wax. Mais, il aura fallu trois ans à la marque timbrée semi-luxe, Wina Wax, avant de voir le jour officiellement en 2016 à Lomé. Le Wina Wax est un motif de mélange de couleurs jamais vu auparavant

: du turquoise avec du marron, des pagnes traditionnels Kenté mixés avec d'anciens modèles... Ainsi les couleurs flashy sont nées.

Pour la petite-fille d'une Nana Benz, il y a toujours un avenir dans le pagne parce que les gens le porteront toujours. Et l'après Nana Benz consiste à ne pas s'enfermer dans un textile.

«Un héritage quand on le prend, on ne s'assoie pas dessus. On le développe et on le fait fructifier», a déclaré Marlène Adanlété-Djondo.

Wina Wax a pour mission de concevoir des tissus wax de qualité supérieure avec des produits innovants, compétitifs et adaptés aux attentes des clients. Wina propose trois gammes de textiles.

Nadia Edodji (stagiaire)

Spectacle

Professeur Abawoé organise «le Togolais n'est pas laid» à l'IFT

L'Institut français du Togo (IFT) servira de décor, ce 7 avril à un spectacle d'humour baptisé «Le Togolais n'est pas laid». Ce spectacle sera présenté par l'humoriste et comédien Hervé Djossoa, connu sous le nom d'artiste «Professeur Abawoé». L'événement du samedi est le premier épisode du concept «Les Assises du Stand Up».



Table officielle lors du lancement du spectacle

Soutenu par la structure de communication et événementielle Reiyel, «Les Assises du Stand Up» se veulent un programme humoristique destiné à la classe intellectuelle. D'autres formes d'arts seront également à l'ordre du jour lors du spectacle du «Professeur Abawoé»: l'art oratoire notamment le conte, le slam et

l'acoustique. Pour le directeur de l'agence Reiyel Com & Event, Hyacinthe Atta, le concept vise à créer une tribune d'échanges et de partages au sein de la classe jeune et mondaine sur des thématiques de l'heure liées à la politique, la société, la culture, le sport, l'économie et d'autres sujets.

« Cette classe active qui

est parfois silencieuse mérite un programme ludique à la hauteur de ses attentes et 'Les Assises du Stand Up' offrent à cet segment de clients, tout le charme et le raffinement d'un décor allié à un programme élaboré, instructif et convivial», a-t-il énoncé.

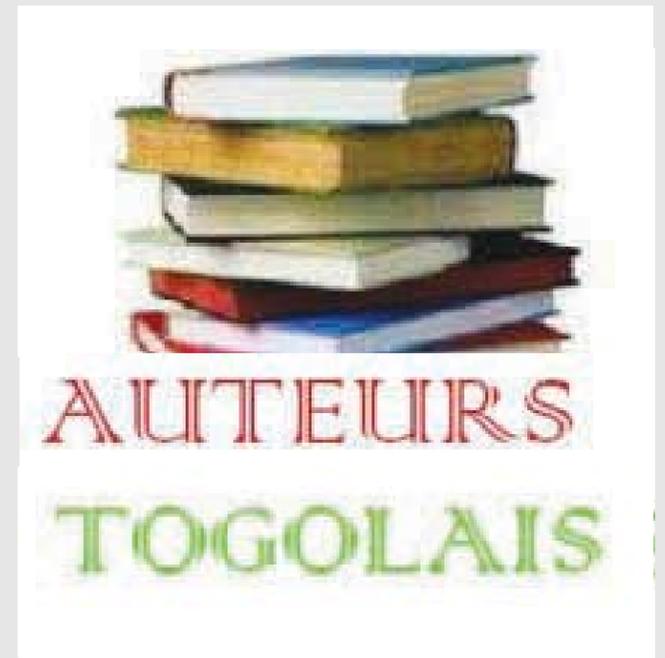
A travers sa création «le Togolais n'est pas laid», l'humoriste entend inciter chaque citoyen à une meilleure considération d'autrui et amener les Togolais à cultiver la cohésion sociale.

D'autres talents de l'art oratoire à l'instar du conteur Sanvee Alouwassio, du slameur parolier Kaporal Wisdom et l'artiste musicienne R-Queeney partageront la scène avec «le professeur Abawoé».

N. E.

Littérature togolaise
La problématique des auteurs togolais dans les programmes scolaires

En fin mars dernier, des acteurs des domaines de l'éducation et de la littérature ont organisé une table ronde à Lomé. Ce rendez-vous qui s'inscrit dans le cadre de la 11ème édition du Festival FilBleu a eu pour objectif d'explorer les voies et moyens par lesquels l'on peut intégrer les nouveaux auteurs togolais dans les programmes scolaires du pays.



Axée sur le thème «la place des nouveaux auteurs togolais pour une mise à jour des programmes scolaires de français au Togo», cette rencontre est une initiative de l'association PEN-Togo en partenariat avec le Festival FilBleu et des acteurs de l'Education nationale, dont les inspecteurs et professeurs de français.

Ils se sont imprégnés de ce qui se fait jusqu'à ce jour dans le cadre du renouvellement du programme de français dans les écoles, collèges et lycées en terre togolaise. Une réunion dont le bien-fondé s'est avéré judicieux. «Cette table ronde avait pour intérêt l'analyse des procédés par lesquels on peut intégrer les nouveaux auteurs togolais dans les programmes scolaires de notre pays. La table ronde a permis de dresser un constat : il y a une invisibilité totale des auteurs togolais dans les programmes d'enseignement, et surtout au secondaire. Au cours primaire, c'est l'hécatombe», témoigne Sékou Kadjanganbalo, professeur de français, proviseur du lycée Adidogomé 2, dans la banlieue de Lomé.

Pour les organisateurs de la table ronde, il est principalement question d'introduire dans les programmes du second cycle des auteurs togolais. L'étude des œuvres intégrales devrait pouvoir se faire avec un cycle plus rapproché, c'est-à-dire on mettrait au programme 4 ou 5 auteurs tous les 3 ans.

La dernière grande réforme dans le monde éducatif togolais remonte à 1975, sous la direction de feu ministre Yaya Malou.

Nadia

Hadj 2018 2100 places pour le Togo

Le président de la Commission nationale du hadj (CNH), le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales, Payadouwa BoukpeSSI, a officiellement lancé, le «Hadj», édition 2018, le mardi dernier à Lomé. Les inscriptions pour ce voyage en terre sainte ont déjà commencé le 3 avril et se poursuivent jusqu'au 3 mai prochain.



Des pèlerins togolais à la Mecque

Le «Hadj» ou le pèlerinage à la Mecque fait partie des cinq piliers de l'islam que tout fidèle se doit d'accomplir, au moins une fois dans sa vie, s'il en a les moyens financiers et la capacité. Ce pèlerinage dans la ville sainte d'Arabie Saoudite a lieu chaque année lors du douzième mois de l'année musulmane (du 8 au 13 du mois lunaire).

Ainsi, pour cette nouvelle édition, les musulmans togolais désireux de faire le hadj devront notamment pour les nouveaux pèlerins, déboursier la somme de 2.190.000 FCFA pour le voyage. En ce qui concerne les habitués du pèlerinage, ils sont contraints de payer des frais complémentaires de 310.000 FCFA.

Selon le ministre BoukpeSSI, ceux qui veulent faire de nouveau le hadji, moins de 5 ans après leur premier pèlerinage à La Mecque, doivent payer un complément 310.000 supplémentaires sur le montant initial. Cette nouvelle disposition est une exigence des autorités saoudiennes.

Le nombre de places accordé aux pèlerins togolais par le gouvernement saoudien est fixé à 2100 personnes. « Les dates probables du départ sont les 4, 5, 6 août 2018 », a annoncé le ministre Payadouwa BoukpeSSI. Ce dernier a aussi saisi l'occasion pour convier les futurs pèlerins au respect scrupuleux des conditions prescrites par les autorités saoudiennes pour une bonne réalisation du Hadj 2018.

Pour sa part, le président de l'ensemble des agences de voyages du Togo pour le hadj, El Hadj Abodji Moustapha, s'est réjoui du lancement du Hadj édition 2018. Il invite tous les musulmans qui veulent observer le 5^e pilier de l'islam cette année, à s'inscrire très vite car, le temps est très court.

Justin A.

Sécurité routière Posséder une moto suffit pour devenir « Zémidjan » à Lomé

Le métier de conducteur de taxi-moto, communément appelé «zémidjan», devenu populaire dans notre pays depuis quelques années est de plus en plus exercé par toute sorte d'individus qui n'ont aucune connaissance du code de la route et qui embêtent les autres usagers de la route.

« Il n'y a pas de sot métier », dit un adage. Une raison de plus pour prendre des mesures afin qu'aucun métier dans ce monde ne devienne une échappatoire pour n'importe qui, sans aucun contrôle ni respect des règles. Malheureusement, c'est ce qui se passe avec le métier de Zémidjan dans notre pays où les gens ont l'impression qu'il suffit de posséder une moto, d'être au chômage ou de ne pas avoir d'autres options, pour se lancer sur la route.

On observe dans la circulation, des individus qui parfois ont même du mal à garder l'équilibre sur leurs motos. Ils ne maîtrisent pas le code de la route, violent les feux tricolores. Beaucoup de jeunes qui se sont retrouvés ce métier viennent souvent des localités environnantes de la capitale. Cette situation est déplorée



Un "zémidjan" et sa moto

par les autres usagers qui voient leur sécurité constamment menacée, même par les conducteurs de taxis-motos professionnels. En effet, non seulement ces intrus viennent dérober la clientèle qui se fait rare ces derniers temps, mais aussi posent des actes répréhensibles qui rejaillissent sur l'ensemble de la corporation, poussant alors les populations à

se méfier des Zémidjan. Il urge donc de poursuivre les initiatives de réorganisation de ce corps qui n'ont pas encore abouti. Malheureusement, ceux-ci ne veulent pas porter de gilets comme au Bénin et hésitent à adhérer à la Mutuelle des taxis-motos (Muctam) de crainte d'être repérés par l'Office togolais des recettes (OTR) pour payer des impôts.

Edem Dadzie

Semaine de l'Architecte

Le gouvernement aux côtés des professionnels pour remodeler les villes du pays

Le ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et du Cadre de vie, a procédé, ce mercredi 04 avril à Lomé, au lancement officiel de la 3^{ème} édition de la Semaine de l'Architecte.

Placée cette année sous le thème : « La création architecturale est un acte d'utilité publique », cette manifestation vise à mettre en lumière les différentes facettes du métier et aller à la rencontre du grand public. Il s'agit aussi de faire ressortir la collaboration entre les architectes et le gouvernement dans le remodelage du paysage urbain.

« L'Ordre des architectes et le gouvernement ont une vision commune, celle d'améliorer le cadre de vie des collectivités », a précisé, le Ministre de l'Urbanisme. Aussi, l'exécutif a, de tous temps, associé les architectes à l'élaboration de différents



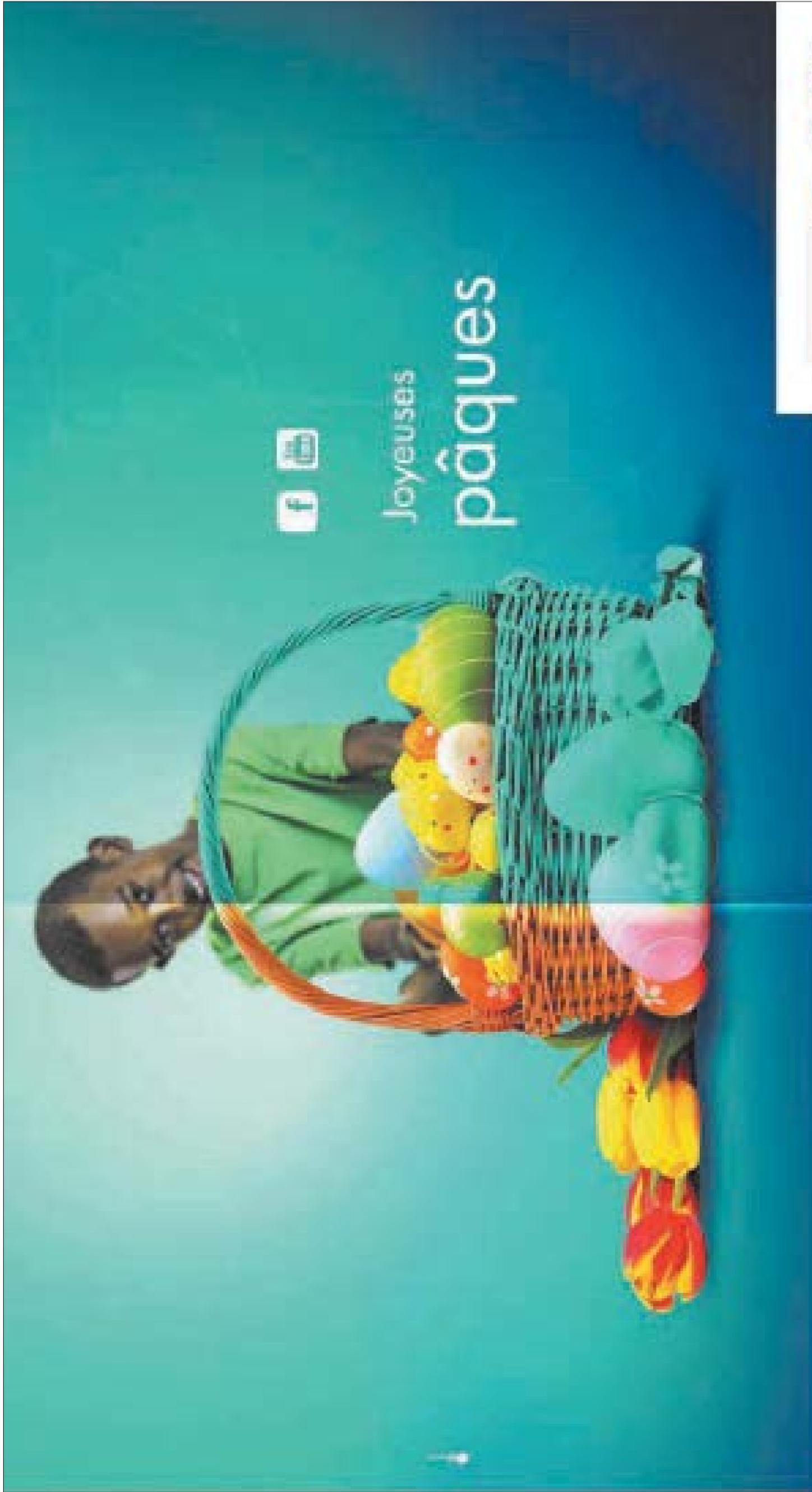
Lomé vu d'en haut

projets, à l'instar du Projet d'aménagement urbain au Togo (PAUT), du nouveau schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme du Grand Lomé ou encore du Projet d'Infrastructures de Développement Urbain (PIDU).

Cette « Semaine de l'Architecte » ce sera aussi

des consultations gratuites pour tout Togolais désirant de se faire construire un toit, des expositions d'œuvres architecturales, des tables rondes et une grande tournée dans plusieurs villes du Togo pour mieux faire découvrir le métier aux populations.

www.republiquetogolaise.com

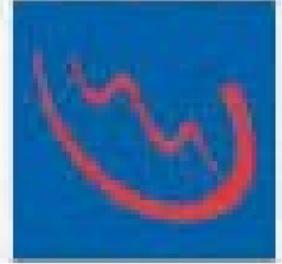






Joyeuses
pâques

La Banque Autrement
www.corisbank.tg



**CORIS
BANK**
INTERNATIONAL